n°49

JUIN 2020

générations FUTURES

TRIMESTRIEL D'INFORMATION

# LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 FERA T-ELLE RECULER LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE?

Certains lobbies tentent de profiter de cette période de trouble pour faire reculer les normes en vigueur.

**Dossier à lire en p. 6**

# Initiative Citoyenne Européenne:
# SAUVONS LES ABEILLES ET LES AGRICULTEURS!

FR

## Vers une agriculture respectueuse des abeilles pour un environnement sain

À REMPLIR PAR LES SIGNATAIRES EN LETTRES CAPITALES!

### OBJET:

Afin de protéger les abeilles et la santé des citoyens, nous demandons à la Commission de proposer des actes juridiques visant à supprimer progressivement les pesticides de synthèse d'ici à 2035, rétablir la biodiversité et aider les agriculteurs pendant cette phase de transition.

### PRINCIPAUX OBJECTIFS:

Réduire progressivement de 80 % l'utilisation de pesticides de synthèse dans l'agriculture de l'UE d'ici à 2030, en commençant par supprimer les produits les plus dangereux, de manière à ne plus recourir à des pesticides de synthèse à l'horizon 2035; restaurer les écosystèmes naturels dans les zones agricoles pour que l'agriculture devienne un moyen de rétablir la biodiversité; réformer l'agriculture en accordant la priorité à une agriculture diversifiée et durable à petite échelle, en favorisant une augmentation rapide des pratiques agroécologiques et biologiques et en permettant une formation des agriculteurs et une recherche indépendantes en matière d'agriculture sans pesticides et sans OGM.

Dispositions des traités jugées pertinentes par les organisateurs: Art. 38 et suivants TFUE, art. 43 TFUE, art. 114 TFUE, art. 191 TFUE, art. 192.1 TFUE, art. 289 TFUE, art. 291 TFUE, art. 294 TFUE
Je soussigné, certifie, par la présente, que les informations que j'ai fournies dans le présent formulaire sont exactes et que je n'ai pas encore apporté mon soutien à la présente initiative citoyenne.

| Prénoms complets | | Noms de famille |
|---|---|---|
| Rue, numéro | | |
| Code postal | Ville | Pays |
| Date de naissance | Lieu de naissance | Nationalité |
| Type du document d'identification personnel<br>☐ Passport ☐ Carte d'identité | Numéro du document d'identification personnel | Date, signature |

| Prénoms complets | | Noms de famille |
|---|---|---|
| Rue, numéro | | |
| Code postal | Ville | Pays |
| Date de naissance | Lieu de naissance | Nationalité |
| Type du document d'identification personnel<br>☐ Passport ☐ Carte d'identité | Numéro du document d'identification personnel | Date, signature |

| Prénoms complets | | Noms de famille |
|---|---|---|
| Rue, numéro | | |
| Code postal | Ville | Pays |
| Date de naissance | Lieu de naissance | Nationalité |
| Type du document d'identification personnel<br>☐ Passport ☐ Carte d'identité | Numéro du document d'identification personnel | Date, signature |

| Prénoms complets | | Noms de famille |
|---|---|---|
| Rue, numéro | | |
| Code postal | Ville | Pays |
| Date de naissance | Lieu de naissance | Nationalité |
| Type du document d'identification personnel<br>☐ Passport ☐ Carte d'identité | Numéro du document d'identification personnel | Date, signature |

Déclaration de confidentialité: conformément au règlement général sur la protection des données, vos données à caractère personnel renseignées dans le présent formulaire ne seront utilisées qu'aux fins de soutien de l'initiative et mises à la disposition des autorités nationales compétentes aux fins de vérification et de certification. Vous avez le droit de demander aux organisateurs de cette initiative l'accès à vos données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de ces données et la limitation de leur traitement. Vos données seront conservées par les organisateurs pendant une période maximale de 18 mois à compter de la date d'enregistrement de l'initiative citoyenne proposée, ou d'un mois à compter de la présentation de l'initiative à la Commission, la date la plus proche étant retenue. Elles peuvent être conservées au-delà de ces limites en cas de procédures judiciaires ou administratives, au maximum une semaine après la date de clôture de ces procédures. Sans préjudice de tout autre recours administratif ou judiciaire, vous avez le croit de déposer à tout moment une plainte auprès de l'autorité de protection des données, en particulier dans l'État membre dans lequel se trouve votre résidence habituelle, votre lieu de travail ou le lieu où la violation aurait été commise, si vous considérez que vos données ont fait l'objet d'un traitement illégal. Les organisateurs de l'initiative citoyenne sont les responsables du traitement au sens du règlement général sur la protection des données et peuvent être contactés à l'aide des coordonnées figurant dans le présent formulaire. Les coordonnées du délégué à la protection des données (le cas échéant) sont disponibles à l'adresse web de l'initiative dans le registre de la Commission européenne, comme indiqué dans le présent formulaire. Les coordonnées de l'autorité nationale compétente qui recevra et traitera les données à caractère personnel, et les coordonnées des autorités nationales de protection des données qui peuvent être consultées sur: http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/data-protection?lg=fr • Numéro d'enregistrement attribué par la Commission européenne: ECI(2019)000016 • Date d'enregistrement: 30/09/2019 • Adresse internet de l'initiative citoyenne dans le registre de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/ongoing/details/2019/000016 • Noms et adresses électroniques des personnes de contact enregistrées: Karl BÄR (kb@umweltinstitut.org), Helmut BURTSCHER-SCHADEN (helmut@lobal2000.at) • Noms des autres organisateurs enregistrés: François VEILLERETTE, Polyxeni NICOLOPOULOU STAMATI, Annemarie MARKT, Noa SIMON DELSO, Constantin DOBRESCU • Site internet de l'initiative citoyenne: www.savebeesandfarmers.eu

**Merci de renvoyer les listes à: Générations Futures • 179 rue La Fayette • 75010 PARIS, France**

# L'ÉDITO

## SOMMAIRE


**P.4 FOCUS**

**P.5 ACTUALITÉS**

**P.6 DOSSIER**

LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 FERA T'ELLE RECULER LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ?

**P.10 ALTERNATIVES**

MOBILISÉS MÊME CONFINÉS : BILAN DE LA 15 ÉDITION DE LA SPAP VIRTUELLE

**P.11 JOURNAL DES RELAIS**

**P.12 SOUTIEN**

ENSEMBLE, ŒUVRONS POUR AVENIR SANS PESTICIDES !



**Juin 2020 / n°49**

**Lettre d'information de Générations Futures,**

**179 rue La Fayette, 75010 Paris**

**Directrice de la publication :** Maria Pelletier · **Rédacteur en chef :** François Veillerette · **Coordinatrices de ce numéro :** Emilie Ormen, Nadine Lauverjat · **Articles :** Emilie Ormen, Fleur Gorre, Nadine Lauverjat, Nicolas Malval, François Veillerette · **Conception graphique et mise en page :** Nadine Lauverjat, Mathis Renard · **Relecture :** Pascale Laillier ·

IMPRIM'VERT®

Imprimé sur du papier 100% recyclé, issu de forêts gérées durablement


## CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

La crise sanitaire de la COVID-19 a eu pour effet de **montrer l'importance de secteurs** qui avaient fini par devenir des secteurs secondaires – voire mineurs - aux yeux de nombreux citoyens, et particulièrement de certains décideurs : la santé, l'environnement – plus encore la nature - et l'alimentation, sujets qui sont **le cœur des préoccupations de Générations Futures** depuis plus de 25 ans.

Cette crise que nous vivons a également révélé **les grandes faiblesses** d'un **système libéral fragile, mal régulé**, sur lequel reposent nos économies depuis de nombreuses années et qui **résiste aux changements** auxquels aspirent de plus en plus de citoyens.

Nombreux d'ailleurs sont les lobbies des secteurs polluants qui œuvrent pour **maintenir ce schéma désuet.** Cependant, cet épisode aura aussi révélé les forces **d'un autre système plus stable, moins dépendant** des échanges internationaux et **bien plus résilient**, où l'humain retrouve toute sa place dans son environnement proche. Il a particulièrement mis en lumière le **rôle majeur** des circuits-courts dans l'alimentation, et les acteurs de la filière bio – dont nombreux sont ceux qui avaient déjà anticipé ces nouveaux modes de consommation **et qui ont su s'adapter** (par nature) à la période troublée.

Comme vous pourrez le lire, durant la période particulière du confinement, notre association a continué **à dénoncer**, au travers de **recours juridiques, d'actions d'interpellation** des élus et autres décideurs, les impacts de ce **système prédateur** pour la biodiversité, **pollueur** pour nos milieux et qui met en péril la santé des plus vulnérables. Nous avons aussi mis à profit ce moment pour **promouvoir les alternatives** déjà existantes et **mettre en valeur le travail remarquable** réalisé par des agriculteurs, des entrepreneurs, des associations, des élus de tous horizons, qui bâtissent un **avenir durable** pour nos enfants. Il ne faut pas oublier que cette crise n'est que temporaire, et que celle qui s'annonce liée au dérèglement climatique, à l'effondrement de la biodiversité et à la pollution des milieux, pourrait s'avérer bien plus dramatique **si nous n'agissons pas vite et fort** ! C'est une évidence, nos sociétés vont surmonter cette épreuve du coronavirus et, si dans une certaine mesure, beaucoup ont pris conscience de **nos fragilités** face à ce péril, d'autres n'aspirent qu'à revenir au monde d'avant, où la gabegie de nos économies engendrait **des effets dévastateurs** pour l'équilibre de notre planète. Il va donc nous falloir **redoubler d'efforts et d'engagements**, c'est le sens des actions que notre association, avec bien d'autres, porte et a décidé de mener dès à présent, parce que **demain se décide aujourd'hui !**

François Veillerette
Directeur de Générations Futures

# FOCUS EXCLUSIF

## Pesticides dans l'eau du robinet : Générations Futures publie un nouveau rapport inédit !

L'objet de cette enquête, publiée le 17 juin par notre association, est **l'analyse des résultats des contrôles sanitaires de l'eau du robinet réalisés dans le cadre d'analyses réglementaires par les agences régionales de santé.**

Nous avons voulu savoir quelle était la proportion des résidus de pesticides quantifiés lors de ces analyses d'eau du robinet ayant des propriétés cancérigène, mutagène, reprotoxique (CMR) ou perturbatrices endocriniennes (PE). Malgré les limites des données fournies par l'État, notre analyse de ces dernières a mis en lumière des informations qui doivent inciter notre gouvernement à agir (voir colonne centrale) ! **Générations Futures considère ces données comme inquiétantes car elles attestent d'une exposition continue à des faibles doses de ces PE par l'eau de consommation.**

**78,5%**
**des quantifications de résidus de pesticides sont des PE et/ou CMR**

**56,8%**
**des quantifications de résidus de pesticides sont des perturbateurs endocriniens**

**38,5%**
**des quantifications de résidus de pesticides sont des CMR**

**Générations Futures interpelle donc le gouvernement** afin qu'une politique **efficace** de **réduction** et **d'interdiction** de l'usage des pesticides de synthèse soit enfin appliquée après les échecs des premiers plans Ecophyto. Elle est d'autant plus indispensable que la Commission européenne vient à son tour d'appeler à une **réduction de 50%** de l'usage et des risques liés aux pesticides dans ses Stratégies 'De la ferme à la fourchette' et 'Biodiversité' récemment publiées. **Le temps n'est donc plus aux tergiversations mais à une action résolue pour sortir les agricultures françaises et européennes de leur dépendance aux pesticides de synthèse,** comme cela est demandé dans l'ICE (voir page 2 & 8).

Lire le rapport complet en ligne: generations-futures.fr/actualites/exppert-12-pesticides-eau-robinet

# ACTUALITÉS

## Demandez l'édition 2020 de notre brochure "Riverains, victimes des pesticides" !

En avril, notre association a publié une version **mise à jour de sa brochure** dédiée aux riverains. Votre habitation se situe près d'un terrain agricole ? Vous souhaitez connaître **les obligations légales** que doit respecter l'agriculteur lorsqu'il épand ses pesticides et **les procédures à suivre** lorsque ces dernières ne sont pas respectées ? On vous explique tout dans cette nouvelle version à retrouver en ligne dans notre rubrique publications.

### Premiers résultats de l'expertise de l'Anses menée sur les nanomatériaux dans l'alimentation: beaucoup reste à faire!

Générations Futures a participé à une réunion de l'Anses, le 09 Juin 2020, dans laquelle l'agence a présenté les résultats d'une expertise collective autour du sujet des nanomatériaux dans l'alimentation.

Ces premiers résultats montrent notamment:

- qu'il n'y a **pas de définition harmonisée** à l'échelle européenne,
- que **l'obligation d'étiquetage** concernant la présence de nanomatériaux **n'était globalement pas respectée,**
- **que l'étude des risques** que pourraient représenter les nanomatériaux pour les consommateurs **et les méthodes d'évaluations présentent des carences.**

Nous allons donc redoubler de vigilance et mener des actions sur ce dossier si important !

Pour aller plus loin: generations-futures.fr/actualites/expertise-anses-nanomateriaux/

### Preuve d'un lien de causalité entre l'exposition au bisphénol A à de très faibles doses et des effets sur la santé, dont l'apparition de certains cancers.

Une nouvelle étude scientifique réalisée dans le cadre du projet américain CLARITY BPA met en évidence un **lien de causalité entre l'exposition à de très faibles doses de bisphénol A (BPA) et des effets observés sur le développement des glandes mammaires** chez les rats. Les effets délétères observés peuvent favoriser l'apparition de cancers. Pour rappel, le BPA est un produit chimique de synthèse utilisé massivement dans la production de produits industriels et de revêtements en plastique de type polycarbonate (contenants et emballages alimentaires) et de résines époxy phénoliques. Il est aussi utilisé en tant que révélateur pour l'impression des papiers thermiques (tickets de caisse).

Pour aller plus loin: generations-futures.fr/actualites/bpa-cancer-mammaire/

# DOSSIER

## LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 FERA T'ELLE RECULER LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ?

Générations Futures dénonce le lobbying intensif de certains secteurs (agriculture et chimie) en période de confinement et de crise sanitaire liée à la COVID 19

Ce printemps 2020 a été l'occasion, pour l'Union européenne, de **rendre publics des textes importants** sur le futur de notre **agriculture**, de notre **alimentation**, de la préservation de la **biodiversité** et du devenir des **produits chimiques**, en amont de leur mise en discussion. Il s'agit notamment des stratégies « **Farm to Fork** » (F2F - De la ferme à la fourchette) et « Biodiversité », mais également de la révision des règlementations sur les pesticides (REFIT) et de la feuille de route portant sur la future stratégie pour les produits chimiques (voir notre article dédié à cette stratégie p.9). En parallèle de ces textes, les négociations en cours autour de la future politique agricole commune ont également occupé ces semaines de crise sanitaire. **Ces textes majeurs s'inscrivent plus globalement dans la politique européenne baptisée le « New Green Deal »** présentée le 19 décembre 2019. Si l'Union, au travers de ce pacte, reconnait que « **le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent une menace existentielle pour l'Europe et le reste du monde** », elle semble actuellement trop **frileuse** - et trop **sous pression** des lobbies œuvrant en faveur d'intérêts privés - pour mettre en place **un changement en profondeur** de nos économies. Rappelons que seul un **changement radical** serait à même de faire entrer l'UE et le reste du monde dans une perspective durable. Plus que jamais, nous devons rester **actifs** face aux **menaces** que font peser les tenants d'un modèle passéiste et prédateur.

### Espoirs

Nous devons avouer que la publication des stratégies « F2F » et « Biodiversité » le 20 mai dernier a été une heureuse surprise sur certains points.

Sur le sujet des pesticides, la stratégie « F2F » prévoit une réduction de **50% de l'usage et du risque des pesticides d'ici 2030 et constitue une petite victoire** face aux lobbies de l'agrochimie qui tentaient d'empêcher toute mise en place d'un objectif chiffré sur le sujet. Toutefois, la Commission européenne doit aller plus loin en engageant l'UE vers la **sortie définitive de ces produits** ! Le rétablissement des écosystèmes et de la santé publique ne sera assuré que si nous **éliminons les poisons que sont les pesticides de synthèse du système agricole** [1].

## Craintes

Générations Futures, et d'autres ONG, ont exprimé des **craintes**, mi-mai, dans un communiqué commun, au sujet des **conséquences économiques** de la crise de la COVID-19, qui pourraient **mettre à mal** l'ensemble des efforts menés pour tendre vers un **changement de système**. Diminution de la rémunération des agriculteurs, recul des règles environnementales… le lobby de l'agro-alimentaire industrielle, particulièrement en France, a été à la manœuvre pendant la crise sanitaire ! Loin de vouloir aider l'ensemble de la profession, la FNSEA – syndicat agricole majoritaire – et d'autres acteurs, ont instrumentalisé la crise pour imposer « en sous-main » leur vision d'une agriculture « à la française ». Communication mensongère, pression sur les agriculteurs et tentatives de détricotage de la réglementation sanitaire et environnementale, ils ont tout mis en œuvre pour conduire l'alimentation vers une impasse, les paysans vers la précarité économique, et cela dans un contexte d'émergence d'une crise alimentaire mondiale.

[1] Pour aller plus loin sur le dossier lire également le communiqué de presse de la Plateforme pour une autre PAC dont Générations Futures est membre

# NOUS NE RESTONS PAS ET NE RESTERONS PAS SANS AGIR !

LES SEMAINES, MOIS ET ANNÉES À VENIR VONT NÉCESSITER UNE **MOBILISATION DE TOUS LES INSTANTS** AUTOUR DES FUTURES POLITIQUES TANT NATIONALES QU'EUROPÉENNES DANS LES DOMAINES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES.

Pour rappel, Générations Futures et d'autres organisations partenaires ont engagé le 25 février 2020 **deux recours juridiques** contre l'arrêté et le décret encadrant l'utilisation des pesticides de synthèse, publiés en fin d'année 2019. Pour nos organisations, ces réglementations **ne consacrent pas une protection satisfaisante** des populations et des milieux.

Alors que la publication de ces nouvelles réglementations se concrétisait notamment par de **nouvelles distances de sécurité** entre les domiciles des riverains et les parcelles traitées de **5, 10 ou 20 mètres** pour les produits les plus dangereux (distances que nos organisations jugeaient toujours insuffisantes) quelle fut notre surprise d'apprendre, qu'en pleine période de confinement liée à la COVID-19, le Ministre de l'Agriculture Didier Guillaume, **sous la pression** de certains utilisateurs de pesticides, a autorisé des dérogations à ces nouvelles distances de sécurité, venant ainsi les réduire à une portion encore plus faible et insuffisamment protectrice des riverains confinés. Afin de protéger les riverains contre cet abus manifeste, et parce que le gouvernement n'a pas apporté une réponse de fond aux

courriers que nous avons adressés aux différents ministères pour demander **d'interdire** les épandages près des habitations en période de confinement, nos organisations ont déposé le 23 avril **deux nouveaux recours juridiques devant le Conseil d'État dans une procédure d'urgence. Le Conseil d'État a rendu son délibéré mi-mai, défavorable à notre demande** d'annuler la circulaire du 3 février 2020. Cependant, ce dernier ne s'est pas prononcé sur le fond, à savoir la nocivité de ces pratiques. Ce sera l'objet de notre autre recours déposé le 25 février dernier contre les textes nationaux publiés en décembre 2019.

Enfin, parce que **nous n'acceptons pas** de craindre de pouvoir critiquer un système dominant que de nombreuses études scientifiques pointent du doigt, notre organisation et l'association Pollinis ont déposé un **recours juridique contre la cellule Démeter** en avril dernier (pour en savoir plus sur cette cellule et ce recours lire notre Lettre d'information de février disponible en ligne sur notre site Internet).

Libération DIRECT

LE DIRECT

14.04.20
11:37

Les associations Pollinis et Générations Futures déposent un recours contre la cellule Demeter

Crédit photo : Remy Gabalda

L'EXPRESS

Des associations dénoncent les épandages près des habitations en plein confinement

Par LEXPRESS.fr avec AFP ,
publié le 16/04/2020 à 21:49

Ces ONG, menées par Générations futures, veulent que "les préfets interdisent les pulvérisations de pesticides près des habitations".

Crédit photo : Denis Charlet

## CE QUE NOUS VOUS PROPOSONS DE FAIRE !

### AGIR DÈS MAINTENANT POUR OBTENIR LA FIN DES PESTICIDES DE SYNTHÈSE EN EUROPE !

**Nous devons maintenir la pression sur les institutions et contrer les lobbies, alors signez et diffusez l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE).**

On avance ! L'ICE pour obtenir la fin des pesticides de synthèse dans l'UE a déjà été signée par **plus de 300 000 européens** MAIS il nous faut atteindre **le million** de signatures ! A celles et ceux qui ne l'ont pas encore signée, nous avons besoin de vous pour réunir les signatures restantes ! N'hésitez pas à la **diffuser largement** autour de vous. Signez et renvoyez le formulaire papier de l'ICE (en page 2) à l'adresse suivante : **Générations Futures, 179 Rue Lafayette, 75010 .**

## AGIR POUR DEMANDER À LA COMMISSION EUROPÉENNE UNE STRATÉGIE DURABLE ET AMBITIEUSE DANS LE DOMAINE DES PRODUITS CHIMIQUES !

**Participez à nos interpellations et aux consultations publiques que nous mettons régulièrement en ligne sur l'outil Shake ton politique.**

En décembre dernier, **l'Union européenne s'est dotée d'un pacte vert pour l'Europe (« European Green Deal ») qui prétend vouloir rendre l'Economie de l'Union durable en affichant une ambition « zero pollution ».** Pour répondre à cet objectif, la Commission s'est engagée à présenter une stratégie dans le domaine des produits chimiques (« Chemical strategy for sustainability ») qui vise à réduire les risques liés à la production et à l'utilisation de produits chimiques dangereux, pour mieux protéger les citoyens et l'environnement, tout en encourageant le développement de solutions de substitution sûres et durables. **Si cette stratégie contient des points positifs, on y trouve également de nombreuses faiblesses et lacunes.**

Nous demandons notamment qu'y figure **l'interdiction** des produits chimiques dangereux susceptibles de se trouver dans des produits de consommation et des aliments, de **mettre l'accent** sur les groupes les plus vulnérables, de **renforcer** le cadre règlementaire, **d'améliorer** l'évaluation des substances, de **garantir** plus de transparence et développer des efforts de substitution.

Un texte important qui va apporter des détails autour de la mise en place de cette stratégie va faire l'objet de discussions au sein de l'UE et du parlement européen. Les votes se tiendront entre fin juin et dureront jusqu'à l'automne.

**Il faudra donc se tenir prêt pour interpeller nos eurodéputés, les commissaires européens et les représentants des Etats membres du Conseil pour exiger une stratégie durable et ambitieuse !**

Restez informés de nos actualités en vous inscrivant à notre newsletter: generations-futures.fr/newsletter/ et en allant régulièrement sur notre site shaketonpolitique.org/

# ALTERNATIVES

## MOBILISÉS MÊME CONFINÉS : BILAN DE LA 15e ÉDITION DE LA SPAP VIRTUELLE

Pour celles et ceux qui ont suivi l'organisation de la 15ème édition de la Semaine Pour les Alternatives aux Pesticides (SPAP), la crise sanitaire que nous traversons nous a contraints d'annuler **les centaines d'événements** prévus partout en France et à l'étranger, et à faire vivre cette édition 2020 uniquement en ligne.

**Quiz, sondages, vidéos, discussions** autour des alternatives que vous utilisez au quotidien, vous avez été **très nombreux et nombreuses** à faire vivre la SPAP cette année en nous démontrant qu'il est possible de **s'engager, même confinés !** Nous vous remercions pour votre mobilisation et remercions également tous nos partenaires pour leur motivation et leur détermination à semer un avenir sans pesticides !

Dans le prochain numéro, vous découvrirez les gagnants du concours des Coquelicots qui s'est tenu malgré les contraintes liées à la crise de la COVID 19 !

## Retour sur les 10 engagements du maire

Parce que **l'action locale** est essentielle dans la lutte contre les pesticides, nous vous avons proposé dans le cadre de la SPAP, un mois avant les élections municipales, d'interpeller - via notre outil Shake ton politique - votre maire sur **10 engagements concernant les pesticides.** Nombre d'entre vous se sont emparés de cet outil puisque **des centaines de maires** ont été sollicités pour répondre au questionnaire leur permettant de vous dire s'ils étaient prêts à s'engager sur ces 10 propositions. Du 20 au 30 mars, nous vous avons par la suite révélé les maires qui ont pris – ou non – des engagements au sein de leur commune (pour aller plus loin rendez-vous sur le site de la SPAP : semaine-sans-pesticides.fr).

La carte d'électeur avec les 10 engagements

La carte de France de l'interpellation des maires

# JOURNAL DES RELAIS

## OUVERTURE D'UN NOUVEAU RELAIS LOCAL PRÈS D'AVIGNON !

La carte de France des relais locaux

« Cela fait plusieurs années que je m'informe sur le sujet des pesticides et ses conséquences sur la santé.
La lecture de plusieurs livres, en particulier celui de Fabrice Nicolino et de François Veillerette, « Révélations sur un scandale français », et la vision de plusieurs films documentaires sur le sujet des pesticides m'ont convaincu de **l'urgence d'agir localement** avec d'autres pour **arrêter** l'empoisonnement des agriculteurs, des populations et de nos enfants.

De formation chimiste, et ayant formé des jeunes sur les phénomènes de pollution chimique industrielle et sur les méthodes de dépollution, j'étais naturellement **sensible** aux **risques** des produits phytosanitaires utilisés dans l'agriculture. En outre, mon domicile est entouré de vignes et de vergers, pour la plupart traités régulièrement. J'ai finalement plusieurs amis agriculteurs qui ont eu de **gros problèmes de santé** dus à l'utilisation de pesticides de synthèse.

Depuis un an, je **suis activement** les informations et les actions de l'association Générations Futures, qui me paraît être **une ONG sérieuse et efficace**. Les actions juridiques et les interpellations des pouvoirs publics, des collectivités locales et des acteurs directement concernés (syndicats agricoles, chambres d'agriculture) sont nécessaires pour tendre vers une **sortie définitive** des pesticides et en promouvoir des alternatives. Nous ne serons localement efficaces que si nous constituons **un groupe de militants motivés**, répartis sur tout le territoire du Gard Rhodanien, allant de Pont-Saint-Esprit jusqu'à Avignon.

La sensibilisation des populations, l'organisation de manifestations (conférences-débats, etc.) les interventions dans les écoles, les interpellations des élus locaux, et bien sûr le relais de campagnes nationales proposées par la direction de Générations Futures sont autant d'actions que nous pourrons **réaliser ensemble localement.**

N'attendez plus pour nous rejoindre ! »

Pour contacter notre relais Michel Tachon et rester informé de ses actualités :
**avignon@generations-futures.fr & sur le site generations-futures.fr/nos-relais-locaux/**

Vous souhaitez vous investir activement au sein de notre association pour nous aider à la développer ? **Devenez relais local de Générations Futures** sur votre territoire et rejoignez notre réseau de bénévoles impliqués pour faire bouger les lignes en matière de pesticides et de santé publique ! Contactez-nous : **adherent@generations-futures.fr**

# ENSEMBLE, ŒUVRONS POUR UN AVENIR SANS PESTICIDES !

## Pourquoi donner à notre association ?

Professionnels exposés aux pesticides, riverains de parcelles cultivées, consommateurs : nous sommes tous concernés par ces substances chimiques toxiques pour la santé et l'environnement ! À ce jour, **plus d'un tiers** de notre financement provient des dons et des adhésions de nos membres. Le restant se répartit entre des fondations, des coopératives privées militantes en cohérence avec nos engagements et des subventions publiques.

## Nous soutenir, c'est :

Nous aider à renforcer notre indépendance et notre force de mobilisation.
Nous aider à poursuivre nos actions, et notamment :

1. **Accompagner les victimes** des pesticides et autres produits chimiques dans leur combat.
2. **Réaliser des analyses** et publier des enquêtes indépendantes.
3. **Mener des actions juridiques** contre des autorisations de produits toxiques ou des réglementations trop peu protectrices des populations.
4. **Créer des outils participatifs d'interpellation** des décideurs locaux, nationaux et européens sur des sujets de santé environnementale.

## Aidez-nous à poursuivre notre action !

Générations Futures, association loi 1901 sans but lucratif, agréée par le ministère de l'Ecologie, est habilitée à éditer des reçus fiscaux. Lorsque vous adhérez et si vous êtes imposables, vous bénéficiez d'une réduction fiscale de 66% (60% pour les entreprises).

| Vous versez un don de : | Vous bénéficiez d'une déduction de : | Votre don ne coûte que : |
|---|---|---|
| 50 € | 33 € | 17 € |
| 100 € | 66 € | 34 € |
| 150 € | 99 € | 51 € |
| 200 € | 132 € | 68 € |
| 250 € | 165 € | 85 € |

Pour **nous soutenir par chèque**, inscrivez vos coordonnées sur papier libre en y joignant votre chèque à l'ordre de Générations Futures et envoyez le tout au 179 rue Lafayette 75010 Paris.
Pour nous soutenir ponctuellement ou régulièrement en ligne, accédez à notre formulaire sécurisé de **don en ligne** : https://www.generations-futures.fr/agir/faire-un-don/

**D'AVANCE, MERCI POUR VOTRE SOUTIEN QUI NOUS EST INDISPENSABLE !**

RECONNUE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL